

Hommages Pour que leur souvenir demeure

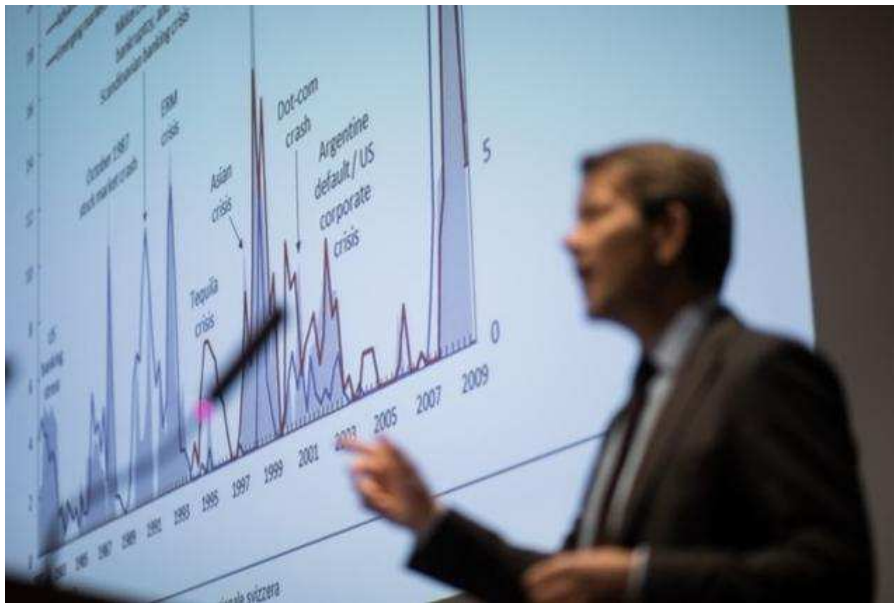
hommages.ch le site romand consacré au décès et au deuil

proposé et géré par **24heures** Tribune de Genève



Trois ans après, la Banque nationale contestée, en dépit de ses profits

Choc du franc fort Bénéfices records de 54 milliards pour la BNS. Pourtant le Blick qualifie sa politique d'erreur. Le PS exige un retour du taux plancher. Pour l'économiste français Patrick Artus, la Suisse «ne maîtrise plus sa monnaie»



Par Pierre-Alexandre Sallier Mis à jour à 19h04



Réservez maintenant

Atteignez votre groupe cible dans votre région aussi sur le web

Publicité

Carton plein pour la Banque nationale suisse (BNS). Cette dernière a annoncé mardi un doublement de ses profits annuels, à 54 milliards de francs pour 2017. La Confédération et les cantons – donc la population – se verront reverser deux milliards d'euros à se répartir. Une manne obtenue, qui plus est, en grande partie grâce à l'appréciation de l'euro depuis l'été dernier. En clair, l'objectif clef poursuivi par la Banque nationale, afin de soulager le tissu industriel du pays.

Une bonne journée donc sur le front du «franc fort», à moins d'une semaine du troisième anniversaire de l'abandon de la défense d'un taux de change «plancher», destiné à empêcher l'euro de valoir moins de 1,20 francs. Une bonne journée, qui n'empêche pas la contestation envers la Banque nationale d'enfler. Le feu a été rouvert mardi par le Blick, qui qualifie «d'erreur» le choc du franc fort du 15 janvier 2015. Le journal alémanique fait le calcul suivant. A l'époque, les dirigeants de la BNS ont abandonné le taux «plancher», disant craindre de dépenser 100 milliards de francs pour tenir cette ligne de crête. Or depuis cet abandon, 200 milliards de francs qui ont été alloués, dans l'ombre, pour empêcher la valeur du franc d'exploser, selon le Blick.

Qu'en pensent les économistes extérieurs à ce débat helvétique, et très politique? «La BNS a fait, à l'époque, une erreur d'analyse en étant trop pessimiste sur sa

propre crédibilité - elle pensait alors que l'euro allait continuer de s'effondrer et qu'elle ne pourrait plus défendre ce front», estime Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de la banque française Natixis. Selon ce dernier, au moment de l'abandon d'un objectif de valeur maximale pour le franc, «le système mis au point par la BNS était en réalité assez équilibré et crédible». Contrairement à ses craintes, l'institution n'avait plus besoin «d'accumuler massivement des réserves de change» pour convaincre les spéculateurs qu'ils ne pourraient déboulonner cet ancrage de l'euro à 1,20 francs.

Aujourd'hui, la page semble tournée. La survalorisation du franc s'estompe et la Banque nationale semble avoir remporté son pari, permettant au pays d'en encaisser les dividendes. «En réalité, la BNS n'aura jamais réussi à reprendre le contrôle de sa monnaie et à casser le lien étroit entre les fluctuations de l'euro et du franc, qui reste aussi fort qu'avant 2015», rétorque l'économiste français.

Peu importe? À voir. Car au moindre coup de froid de l'euro – comme avant la présidentielle françaises de 2016, lorsque l'extrême droite semblait l'emporter – le problème du franc fort ressurgira. Intact. «Il y a trois ans, l'abandon du taux plancher a coûté 100 000 emplois, la BNS doit changer de cap, mettre en place un taux plancher de 1,25 francs», interpellait hier le Parti socialiste suisse. Trop tard. À en croire l'économiste Patrick Artus, lorsqu'un tel système a été abandonné, il n'est plus possible d'y revenir de façon crédible. (24 heures)

Créé: 09.01.2018, 18h31

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non